



# destructrice d'emplois

L'annonce est brutale : **FERMETURE DU CENTRE D'IMPRESSION DU JOURNAL L'ALSACE!** Le Crédit Mutuel, autoproclamé « sauveur » du journal dans les années 1970, se transforme en liquidateur de l'information en Alsace ! Notre banquier actionnaire, à la tête du premier groupe de presse régionale en France\* annonce aux syndicats de *L'Alsace* son projet de fermeture de l'imprimerie du quotidien mulhousien quant il l'acte le lendemain devant les syndicats des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, en leur expliquant que d'ici le premier semestre 2018 les rotatives de Strasbourg imprimeraient *L'Alsace*, allant même jusqu'à tracer les grandes lignes des mesures sociales nécessaires.

Une opération qui se solderait par la suppression de 70 emplois ! Selon le Crédit Mutuel, ce serait le seul moyen de réduire les dettes et de pérenniser le titre !

Depuis plusieurs années, la FILPAC-CGT et les comités d'entreprise tirent la sonnette d'alarme : il est impératif de trouver des solutions pérennes pour mettre fin à la spirale du déficit chronique et inverser des tendances négatives. Dans le même temps, toutes les solutions mises en œuvre par la direction n'ont fait qu'aggraver le mal. En privilégiant la fermeture du centre d'impression de *L'Alsace*, l'actionnaire assume l'aggravation prévisible de la situation économique, tout en hypothéquant l'existence même du titre !

Les salariés de *L'Alsace* ne sont en rien responsables de la politique expansionniste menée par la banque mutualiste : rachat à tout va des titres de la presse régionale, rationalisation des outils et du système de production, uniformisation progressive des contenus, au détriment de l'information locale. Tous ces choix, imposés par l'actionnaire, n'ont pas ramené un lecteur supplémentaire !

Depuis des années, la FILPAC-CGT dénonce le « sabotage » de l'outil de production. De nombreux travaux d'impression, réalisés sur les rotatives de *L'Alsace*, ont été retirés sans volonté de la direction de négocier au plus juste avec les clients pour préserver ces charges de travail sources de chiffres d'affaires conséquents. Ces choix ont grevé les résultats économiques de l'entreprise et bien sûr ont un prix social astronomique. Pour les salariés, la purge est sévère, avec la suppression de 3000 emplois à l'échelle du groupe en cinq ans, l'interdiction d'embauche, la dégradation importante des conditions de travail, la pression sur les salaires !

L'arrêt du centre d'impression à Mulhouse et le transfert de l'impression sur les rotatives des *DNA* représente une économie mineure en rapport du déficit actuel ! Au-delà d'une vision purement « comptable », la fermeture de l'imprimerie mulhousienne sera porteuse de conséquences extrêmement néfastes, sources de nouvelles difficultés :

- L'éloignement du lieu d'impression obligera les journalistes de *L'Alsace* à boucler le journal très tôt, beaucoup trop tôt pour coller à l'actualité. De nombreuses activités (économiques, sociales, politiques, culturelles, sportives) se déroulent en soirée et ne pourront être couvertes. Cela représente un affaiblissement dramatique du contenu du journal...
- Plus de 80% des lecteurs de la presse alsacienne sont des abonnés, qui paient leur abonnement en avance et fournissent aux entreprises une trésorerie confortable. Cet avantage comporte une contrepartie : celui de fournir le journal aux abonnés le plus tôt possible, le matin, et surtout avant que les lecteurs ne partent au travail. Dans certains lieux, comme dans la région frontalière, le journal est souvent livré dès 5 h le matin. Avec le déplacement de l'impression sur Strasbourg, le temps de livraison du journal s'allonge de près de deux heures, avec des risques de retards fréquents.

Si ce projet funeste devait se réaliser, c'est l'existence même du journal qui serait menacée ! Pourtant, d'autres solutions existent. Mais il sera nécessaire de mener une véritable politique de développement, tant du support papier que de la diffusion numérique. La FILPAC-CGT a réalisé un projet dans cette perspective et compte bien le défendre, avec le soutien des salariés, lors de la rencontre avec l'actionnaire.

**Par la diffusion de ce tract, les salariés de *L'Alsace* et des *DNA*, unis et solidaires dans la mobilisation, entendent interpeller l'opinion publique, les organisations syndicales et, plus largement, tous ceux qui sont attachés au pluralisme de l'information dans notre région, à soutenir toutes les actions qui seront menées dans la prochaine période.** L'existence des deux quotidiens alsaciens n'est en rien garantie ! La diversité éditoriale au plus proche du lectorat, bien que malmenée, reste un atout précieux dans l'accès à l'information pour la population alsacienne. Des initiatives inédites seront menées, avec vous, pour la sauvegarder et la développer ! Nous vous invitons à exprimer votre soutien et votre solidarité !

\* Le groupe de presse, propriété de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, est composé de neuf titres : *L'Alsace*, les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le *Républicain Lorrain*, *L'Est Républicain*, *Vosges Matin*, *Le Bien Public*, le *Journal de Saône et Loire*, *Le Progrès*, *Le Dauphiné Libéré*. Il couvre 23 départements et quatre grandes régions (*Auvergne-Rhône-Alpes*, *Bourgogne Franche-Comté*, *Grand Est* et *Provence Alpes Côte d'Azur*). Dans ce bassin de 14 millions d'habitants, il diffuse chaque jour 1 million d'exemplaires touchant 4 millions de lecteurs dans sa version papier et 2 millions dans sa version numérique.